



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°147 27 FEVRIER 2019

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

AFRIQUE DU SUD : TOTAL A REALISE UNE DECOUVERTE IMPORTANTE DE GAZ A CONDENSATS AU LARGE DES COTES DU CAP OCCIDENTAL

**MADAGASCAR :
EVALUATION
POSITIVE DU
PROGRAMME
FEC PAR LE FMI**

**COTE D'IVOIRE :
EVALUATION DES
TECHNIQUES DE
PRODUCTION DE
LA BANANE**

**MAURITANIE :
DEBUT DES
TRAVAUX DU
RESEAU DE
FIBRES OPTIQUES**

**GABON :
NOUVEL APPUI
BUDGETAIRE DE
LA BANQUE
MONDIALE**

**COMORES : INNOVENT
FINALISE LE
LANCEMENT DE LA
CONSTRUCTION DU
PREMIER PARC SOLAIRE
DE GRANDE-COMORE**

**ZIMBABWE : LA
MINISTRE DES
FINANCES
SOUHAITE LA MISE
EN PLACE D'UN
PROGRAMME FMI**

**AFRIQUE DU SUD : LE
PRESIDENT CYRIL
RAMAPHOSA A
ANNONCE UNE REFORME
D'ESKOM AVEC SA
SEPARATION EN TROIS
ENTITES DISTINCTES**

**CONGO-
BRAZZAVILLE :
SIGNATURE DE DEUX
ACCORDS DE PRET
AUPRES DE LA
BANQUE MONDIALE**



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Bilan de l'agriculture biologique en Afrique de l'Ouest

En Afrique, les superficies ont progressé de 14% à 2,1 Mha (20% au niveau mondial à 69,8 Mha) mais ne représentent que 0,2% de la superficie agricole du continent. La principale culture biologique est le café. 2,3% des superficies cacaoyères sont biologiques. L'Afrique de l'Ouest ne représente que 17% des superficies bio africaines et ne figure pas parmi les champions en superficie (Tunisie), en nombre d'agriculteurs (Ouganda) ou en proportion (Sao Tome et Principe). En proportion de terres, la Sierra Leone surpasse le Togo, puis le Bénin et le Burkina devant la Côte d'Ivoire. La demande progresse de 12,5% sur un marché très concentré, 90% des ventes étant réalisées en Europe et en Amérique du Nord.

domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Nigéria : baisse des prêts à l'économie en 2018 mais assainissement du système financier

Selon le Bureau national des statistiques (NBS), le volume de prêts octroyés par le secteur bancaire a représenté environ 15 000 Mds NGN (49 Mds USD) au Q4 2018, soit -3% par rapport au Q3 2018. Sur l'année, ce volume représente 62 000 Mds NGN (202 Mds USD), soit -2% par rapport à 2017. La part des prêts non-performants a en parallèle diminué de 15% à 13%. Le secteur des services concentre 57% des prêts, l'industrie 39% et l'agriculture 3%. Les prêts aux secteurs pétro-gazier (21% des prêts) et manufacturier (14% des prêts) ont diminué de 0,7% et 0,2% respectivement, contrairement à ceux aux secteurs du commerce (7% des prêts, +9%), financier (7% des prêts, +6,5%) et public (9% des prêts, +2,8%).

paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : hausse de 14% des revenus issus de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

En 2018, la TVA (fixée à 5%, hors exceptions) a permis de collecter 1 108 Mds NGN (3,6 Mds USD) de revenus non-pétroliers, soit +14% en glissement annuel, selon le Bureau national des statistiques. Ce montant représente 75% de l'objectif fixé par le Budget 2018 (contre 56% en 2017). Cinq secteurs concentrent 1/3 des revenus de TVA collectés : le secteur manufacturier divers (11,1%), des services professionnels (7,8%), du commerce (5,7%), de la production pétrolière (3,4%) et des brasseries & boissons (3,2%). Pour rappel, le gouvernement nigérian a approuvé en juin 2018 le projet de loi visant à introduire un seuil d'enregistrement à la TVA pour les entreprises et à supprimer certaines exonérations.

paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : deux ans après ses débuts, le programme industriel du gouvernement avance moins vite que prévu

Le président de la République ghanéenne, Nana Akufo-Addo, a récemment estimé qu'une quarantaine de projets industriels avaient été lancés dans le cadre du programme *One District One Factory* (1D1F). L'*Economist Intelligence Unit* estime pour sa part qu'une vingtaine de projets auraient obtenu leur autorisation de lancement à fin 2018. Les annonces faites dans le secteur automobile (Volkswagen, Sinotruck, Nissan, Renault) dépassent le cadre de 1D1F et ne concerneraient pour l'heure que des activités d'assemblage, à faible valeur ajoutée. A mi-mandat, le président indique que le mouvement lancé pour transformer l'économie ghanéenne n'a pas encore abouti au résultat recherché.

virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : le dollar libérien (LRD) a connu en 2018 la plus forte dépréciation de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)**

Selon le Directeur général de l'Agence monétaire ouest-africaine (AMAO), Momodou Bamba Saho, le dollar libérien a connu la plus forte dépréciation de la CEDEAO. Ainsi, en 2018 la devise libérienne a perdu 24% de sa valeur par rapport au dollar US et 16% face à l'euro. Déjà en 2017, la réduction des flux d'aides (comparativement à la période de l'épidémie d'Ebola) avait mis sous pression le taux de change, qui avait entraîné une dépréciation de la devise de 22% vis-à-vis du dollar. Cette tendance contribue aux pressions inflationnistes, avec un taux d'inflation de 28,5% en décembre 2018, contre 14% fin 2017.

paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée: états généraux de la décentralisation**

Les états généraux de la décentralisation et du développement local se sont tenus du 14 au 15 février 2019 à Conakry, en présence du Chef de l'Etat guinéen. Au cours de ces assises qui ont réuni tous les élus locaux du pays, il a été question du transfert de certaines compétences aux collectivités locales. Comme prévu par le code minier, il sera désormais affecté à ces collectivités locales, 15% des recettes minières du pays selon un système de péréquation. Dans son exposé devant ces élus locaux, le Président Alpha Condé a informé que pour cette année, 2 000 Mds GNF (environ 200 M EUR) seront affectés à cette opération et les fonds seront gérés par l'Agence nationale de financement des collectivités.

lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : mise en circulation prochaine de nouveaux billets de banque**

A partir du 1^{er} mars 2019, date anniversaire de la création de la monnaie guinéenne, la Banque centrale guinéenne mettra en circulation le nouveau billet de 2 000 GNF. Il sera également mis en circulation, un nouveau format du billet de 10 000 GNF, redimensionné selon le design des billets de la série 2015. Le design, les motifs et la texture des billets, comme les précédents, mettent en avant la modernité et l'ouverture de la Guinée sur l'extérieur.

lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : Stagnation de la production manufacturière au mois de décembre**

Le 25 janvier, la Banque centrale d'Angola a réduit son taux directeur de 75 points de base à 15,75%. Elle justifie sa décision par le net recul de l'inflation en 2018 (de 22,7% au mois de janvier à 18,2% en décembre – sur un an) et la contraction de la masse monétaire (-11% sur un an en décembre 2018). Dans le même temps, la Banque centrale a décidé de desserrer le coefficient de réserves obligatoires de 17% à 15%. Le prochain comité de politique monétaire se tiendra le 28 mars 2019.

mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : Diminution du taux de chômage à 27,1% au quatrième trimestre 2018**

Au quatrième trimestre 2018, le taux de chômage a légèrement diminué pour atteindre 27,1% de la population active – contre 27,5% au troisième trimestre 2018. Au cours du trimestre, le nombre de chômeurs a diminué d'environ 70 000 personnes, grâce à la création de plus de 90 000 emplois dans le secteur formel, dans un contexte où la population en âge de travailler continue de progresser rapidement (+149 000 soit une progression de 608 000 personnes en un an). Au cours du trimestre, les créations d'emplois les plus importantes ont été enregistrées dans les secteurs financier (+109 000) et manufacturiers (+48 000). A l'inverse, on a observé des destructions dans les secteurs des services (-51 000) et du transport (-30 000). En termes de répartition géographique, le Gauteng accueille près d'un tiers de la population active. Sur un an, le taux de chômage est en augmentation de 0,4 point de pourcentage.

mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : La production minière continue de diminuer en décembre**

Après avoir fortement diminué en novembre (-5,8% sur un an), la production minière a continué à se contracter en décembre (-4,8%). Cette baisse est attribuable aux mauvais résultats de la production d'or (-31% soit une contribution négative de 4,6 points de pourcentage), de fer (-14%) et de cuivre (-22%). Sur l'ensemble de 2018, la production minière a diminué de 1,6% par rapport à 2017. Le secteur minier représente 8% du PIB sud-africain, ainsi, ces mauvais résultats devraient affecter de manière significative la croissance au dernier trimestre 2018 – comme cela avait été le cas pour le troisième trimestre.

mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mozambique : Rebond de l'inflation au mois de janvier**

Au mois de janvier, l'inflation a légèrement accéléré à 3,8% sur un an après s'être élevée à 3,5% en décembre 2018. Cette progression est essentiellement attribuable à l'augmentation des prix du carburant, exerçant des pressions inflationnistes dans le secteur des transports.

mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Namibie : Le taux directeur est maintenu à 6,75% en février**

Lors du comité de politique monétaire du 13 février, la Banque centrale a annoncé qu'elle maintenait le taux directeur inchangé à 6,75% – dans le cadre de la Common Monetary Area (CMA) qui organise la parité entre le dollar namibien et le rand sud-africain (ainsi qu'avec le loti lesothan, le pula botswanais et le lilangeni swazi). Dans ce rapport, la Banque centrale souligne la baisse significative de l'inflation à 4,3% en moyenne en 2018 (contre 6,2% en 2017). Au 31 janvier 2019, le stock des réserves de change s'établissait à 30,7 Mds NAD (1,9 Md EUR), en légère diminution par rapport au dernier comité de politique monétaire (31,1 Mds NAD fin octobre 2018). Ce montant de réserves correspond à une couverture à 4,2 mois d'importations, un niveau jugé suffisant par la Banque centrale pour faire face à un éventuel choc, maintenir la parité de la monnaie locale avec le rand et honorer ses obligations financières internationales.

mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : Evaluation positive du programme FEC par le FMI**

La mission du FMI menée par Marshall Mills a rencontré les nouvelles autorités lors d'une mission conduite du 11 au 15 février, dans le cadre de la 4^{ème} revue du programme FEC (Facilité Elargie de Crédit). En 2019, le taux de croissance du PIB devrait dépasser 5,0 % tandis que l'inflation s'est maintenue à 6,0 % en glissement annuel à fin décembre 2018. La mission du FMI a cependant mentionné deux points de vigilance : i) le montant des subventions en faveur de la JIRAMA, budgétées au total à 63 MEUR (soit 255 Mds MGA) dans la Loi de Finances Initiale 2019 et ii) le passif important de l'Etat envers les distributeurs pétroliers, évalué à 35 MEUR à ce jour (142 Mds MGA). Le FMI recommande également l'adoption de la loi sur le recouvrement des avoirs illicites, systématiquement ajournée par le Parlement depuis un an.

eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : Croissance estimée à 7,8% en 2019**

Selon le gouverneur de la banque centrale du Rwanda, John Rwangombwa, le pays devrait connaître une croissance de 7,8 % en 2019 soit une hausse de 0,6 point comparée à l'année précédente. Cette augmentation devrait s'accompagner d'une inflation d'environ 3,0 % et de pressions modérées sur les taux de change.

philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Ouganda : Perspectives positives pour la croissance selon le FMI**

Selon les conclusions préliminaires de la mission du FMI conduite du 29 janvier au 12 février 2019 au titre de la revue de l'article IV, la croissance ougandaise est repartie à la hausse en 2017/2018 – à 6,1 %, après cinq années de ralentissement. Elle est portée par le secteur des services et la reprise dans le secteur agricole affecté en 2017 par la sécheresse. Elle est également tirée par la consommation, elle-même encouragée par la reprise du crédit au secteur privé amorcée en 2017. Cette tendance devrait se poursuivre à moyen-terme. Le risque de surendettement du pays est pour sa part maintenu à un niveau « faible », mais le FMI souligne l'existence de vulnérabilités importantes. Ainsi, le maintien de cette notation sera conditionné à la réalisation d'hypothèses particulièrement optimistes relatives aux répercussions des investissements dans les infrastructures sur la croissance réelle, à l'augmentation des recettes fiscales et au démarrage des exportations de pétrole d'ici 2023.

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Nigéria : première attaque de l'année revendiquée par les Niger Delta Avengers (NDA)

L'attaque a eu lieu près de Warri (Etat du Delta) sur un gazoduc de la *Nigerian National Petroleum Corporation* (NNPC). Pour rappel, un minimum avait été atteint en 2017 avec 964 attaques, après un pic en 2014 (3 700 ruptures d'origine criminelle selon la NNPC). Entre janvier et novembre 2018, au moins 1652 actes de vandalisme auraient été commis, soit la cause de 92% des ruptures de pipelines sur la période. Le coût estimé de ces dégradations en 2017 seraient de 4 Mds NGN (11 MEUR). Pour rappel, ces attaques ont contribué à la chute de la production pétrolière en 2016, accusant une contraction de 14% sur un an à 1,83 M de b/j contre 2,1 M de b/j en 2015.

paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le pays rejoint la liste noire de la Commission européenne (CE) contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Cette décision de l'UE, prise sur la base des déclarations volontaires des autorités ghanéennes, doit désormais être acceptée par les Etats membres au cours des deux prochains mois. Si cette inscription était confirmée, les transactions financières qui impliqueront le pays devraient alors faire l'objet d'un contrôle renforcé par les institutions régulées par le droit européen. Le ministère des Finances ghanéen a jugé la décision regrettable et reproché à la CE de ne pas avoir proposé de discussions entre autorités sur la méthodologie. Il se déclare ouvert à la collaboration pour rendre ses dispositifs plus respectueux des critères requis par l'UE.

virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Baisse de l'ensemble des droits de douane par le nouveau premier ministre

Mohamed Taher Ela, ancien gouverneur de l'Etat agricole d'Al-Jazira, a prêté serment en tant que nouveau Premier ministre du Soudan le 24 février 2019. Ses premières mesures économiques sont l'abaissement de 20 % de l'ensemble des droits de douane ainsi que l'exonération de droits de douane pour les intrants destinés la production locale. Approuvées par le milieu des affaires, ces mesures visent à relancer les importations.

olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Nouvelle réglementation pour le dédouanement

A compter du 4 mars 2019, la *Tanzania Shipping Agency Corporation* (TASAC), nouvelle autorité de réglementation du transport maritime de la Tanzanie, sera l'unique entité habilitée à exercer des fonctions de dédouanement et d'expédition pour les produits dits « sensibles ». Cette catégorie intégrera les machineries, les équipements, les produits liés aux minéraux et au pétrole, les armes et munitions ainsi que les animaux vivants.

philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Mise en place d'un cadre favorable à l'émission de green bonds

L'Autorité des marchés financiers a approuvé les procédures visant à introduire sur la bourse de Nairobi des produits financiers destinés à financer des projets « verts ». Cette approbation ouvre la voie à l'émission d'obligations vertes, qui devrait à la fois faciliter la diversification des portefeuilles des investisseurs mais aussi lever des sources de financement additionnelles pour les projets écologiques dont les besoins sont estimés à 24 Mds USD par les autorités kényanes. Selon Nuru Mugambi, le directeur de l'Association des banquiers kényans, deux institutions financières souhaitant restées anonymes, se préparent à émettre les premières obligations vertes du pays.

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Nigéria : Axa Mansard suspend son projet de construction d'un hôpital

Cette décision de la filiale nigériane du groupe d'assurance français serait due à des circonstances imprévues, malgré 10,7 MEUR investis sur le Q1 2018. Dans son communiqué, le conseil d'administration demande à la direction de mener d'autres études afin de déterminer une structure d'intervention appropriée au Nigéria. Pour rappel, le projet de construction d'un hôpital de niveau international d'une capacité de 150 lits avait été annoncé en 2017, avec une participation de la Banque africaine de développement (20 MUSD) et de la Société financière internationale (8,5 MUSD). Axa Mansard est né du rachat d'Assur Africa Holding, qui détenait 77% des parts de Mansard Insurance, par Axa en 2014 pour 198 MEUR.

pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) et Sterling Bank Plc signent deux accords de prêt pour un montant de 65 MUSD

Le 1^{er} prêt (15 MUSD) vise à aider Sterling à financer des projets du secteur privé au Nigéria. Le 2nd prêt (50 MUSD) est destiné à financer les exportations de produits arabes au Nigéria, dans le cadre du programme de la BADEA pour le financement du commerce extérieur. Ce programme, d'une enveloppe totale de 250 MUSD prévue pour 2019, a pour objectifs de soutenir les exportations et les investissements de pays arabes en Afrique. Pour information, la BADEA est une institution financière multilatérale appartenant à 18 pays membres de la Ligue Arabe avec 4,8 Mds USD d'actifs net à date de 2017.

barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : la Banque mondiale lance une étude sur le secteur urbain et l'évaluation des risques climatiques

La Banque mondiale, en collaboration avec le conseil municipal de Freetown, a lancé le jeudi 14 février 2019 deux rapports concernant l'évaluation des dangers et des risques climatiques dans plusieurs villes. Les deux rapports sont axés sur les défis liés à la croissance du secteur urbain à Freetown, Bo et Makeni en mettant l'accent sur les risques de catastrophe naturelle. La Banque estime que la population du pays a été multipliée par 10 environ au cours des cinquante dernières années et que si Freetown disparaissait, la Sierra Leone perdrait 28% de son PIB.

emmanuelle.boulestreau@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gambie : lancement d'un projet de 35,5 M USD de réhabilitation de Banjul**

Le Président gambien Barrow a lancé le 16 février un projet de 35,5 M USD de réhabilitation de Banjul, dans le cadre des activités pour la célébration du 54^{ème} anniversaire de l'indépendance. Le projet comprend la réhabilitation de 37 km de routes et des systèmes de drainage et de traitement des eaux usées à Banjul. Le contrat pour ce projet a été attribué à Gai Enterprises. L'Autorité nationale des routes et la Compagnie nationale d'eau et d'électricité supervisera les travaux, qui devraient commencer en 2019, pour une durée de cinq ans. Le projet, intégré dans le Plan de développement national 2018-2021, est financé par le gouvernement central.

lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : un financement additionnel de 7,07 M USD pour la sécurité alimentaire**

Le Fonds international du développement agricole (FIDA) a accordé un financement additionnel de 7,07 MUSD sous forme de don pour le Projet de développement de filières inclusives (PRODEFI). Cet appui additionnel renforce les objectifs de ce projet visant à améliorer les revenus et la sécurité alimentaire des populations rurales les plus vulnérables. En 2017, le projet avait déjà obtenu un financement de 21 M USD de la même institution. La Mauritanie importe près de 60 % de ses besoins alimentaires principalement les céréales et l'insécurité alimentaire toucherait 24% des foyers mauritaniens. Le secteur agricole ne contribue qu'à hauteur de 14% du PIB.

mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : début des travaux du réseau de fibres optiques**

Les travaux pour la construction des tronçons du backbone national de télécommunication, de 1 650 km en fibre optique et une boucle locale de 40 km au niveau de la capitale Nouakchott ont débuté. Le coût du projet est de 12 M USD, sur financement de la Banque mondiale dans le cadre du Projet WARCIP-Mauritanie. WARCIP-Mauritanie a été lancé, en 2013, avec comme objectifs d'accroître la portée géographique des réseaux à large bande, stimuler leurs usages et réduire les coûts de services de communication.

mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : le FIDA va financer le développement de l'agriculture familiale dans la région de Diffa**

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) va financer le programme de développement de l'agriculture familiale dans la région de Diffa à hauteur de 10,7 M EUR (plus de 7 Mds FCFA). Cette enveloppe financière est composée d'un don de 5,3 M EUR (3,5 Mds FCFA) et d'un prêt du même montant. Ce programme a pour objectif de contribuer à assurer de manière durable la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ruraux de la région de Diffa, située à l'extrême Est du Niger, juste au-dessus de la frontière avec le Nigeria.

cossuc@afd.fr

▼ **Cameroun : l'entreprise italienne ICM-CMC décroche le marché du bitumage de la route Ebolowa-Akom II-Kribi**

Ce projet routier, annoncé depuis 2011 par le Chef de l'État camerounais, sera prochainement mis en œuvre, pour la grande satisfaction des populations rurales du sud du Cameroun. Le coût global du projet est estimé à 162,2 Mds FCFA pour 179,3 km, avec comme partenaires financiers la Standard Chartered Bank et l'agence de crédit export britannique UKEF.

alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : signature de deux accords de prêt auprès de la Banque mondiale**

L'Assemblée nationale a adopté le 22 février deux accords de prêts signés avec la Banque mondiale en juin 2018 et financés par la BIRD. Le premier injectera 13,3 Mds FCFA (20 M EUR) dans le projet d'appui au développement des entreprises et de la compétitivité (PADEC), qui s'inscrit dans le prolongement du Projet d'appui à la diversification de l'économie (PADE). Il soutiendra les réformes concernant le climat des affaires, le dialogue public privé, la promotion des investissements et le renforcement des capacités du Guichet unique des opérations transfrontalières, hors secteur pétrolier. Le second, d'un montant de 13,75 Mds FCFA (21 M EUR), est destiné au financement additionnel du projet de renforcement des capacités en statistiques (PSTAT), dont 3 Mds pour la construction de l'Institut national.

Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : nouvel appui budgétaire de la Banque Mondiale**

Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé le 19 février dernier le projet prêt de soutien budgétaire de 200 M USD (maturité de 20 ans, avec une période de grâce de 5 ans) pour le Gabon. Cet appui budgétaire poursuit l'objectif de soutien à l'effort de consolidation du pays à travers trois engagements : renforcement de la soutenabilité budgétaire et de l'efficacité de la gestion du secteur public, renforcement de la compétitivité de l'économie et protection des populations vulnérables. Dans le cadre du programme FMI en cours, il fait suite à un premier soutien budgétaire de 200 M USD approuvé en novembre 2017.

aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Côte d'Ivoire : évaluation des techniques de production de la banane

Le 15 février, le Cirad a rendu public l'évaluation des techniques culturales en vigueur dans les exploitations industrielles de bananes dessert commanditée par le Fonds interprofessionnel pour la recherche agricole (Firca). Elle visait les pratiques d'irrigation, de fertilisation des sols, de contrôle des maladies et ravageurs du bananier. Elle a permis de proposer des axes d'amélioration de la compétitivité et des techniques, notamment pour la lutte contre la cercosporiose et les champignons post-récolte, et d'identifier des innovations diffusables. La Côte d'Ivoire est le 1^{er} exportateur africain de banane dessert avec 303 000 t en 2017. La filière représente environ 3% du PIB et emploie plus de 7000 ouvriers.

domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : création d'une Bourse des matières premières agricoles (BMPA)

Inscrite dans le cadre du Programme national d'investissement agricole II 2018-2025, la Bourse des matières premières agricoles (BMPA) devrait être opérationnelle en juillet 2020. Elle devrait permettre aux producteurs de retirer un juste prix, d'avoir de la visibilité et de la stabilité et aux transformateurs de s'assurer un bon approvisionnement pour entraîner l'accélération des installations d'unités industrielles. Elle vise le développement de l'investissement et des financements. Les premiers produits concernés seront le maïs, la cola et l'anacarde. La BRVM est en charge de l'assistance technique pour la mise en place. Un programme de 3 mois de formation d'un millier d'acteurs publics et privés a été lancé le 5 février.

domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : première usine de transformation industrielle d'anacarde

Le gouvernement a lancé le 16 février la première usine de transformation industrielle de noix de cajou du pays. Issue d'un investissement de la compagnie Diaouné et Frères, l'unité possède une capacité de traitement de 10 000 t de matière brute par an et fournit 500 emplois directs. La production annuelle de noix cajou a été 70 000 t en 2018. Désignée filière prioritaire pour le gouvernement, un programme visant l'appui et la distribution de semences aux producteurs a été lancé en 2016 pour dynamiser cette filière. L'objectif 2025 est fixé à 200 000 t. Elle occupe plus de 50 000 producteurs particulièrement dans le Nord du pays.

domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : lancement officiel de la section nigérienne du Projet d'appui régional à l'initiative pour l'irrigation au Sahel (PARIIS-NE)**

Financé par la Banque mondiale et l'Espagne, le projet a pour objectif d'améliorer les capacités de planification, d'investissement et de gestion, et d'accroître les superficies aménagées dans 6 pays sahéliens (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad). Au Niger, il vise l'aménagement de 4 710 ha dont 500 ha en grande irrigation, la réalisation et la réhabilitation de 50 ouvrages de mobilisation des eaux et la couverture de 9 700 bénéficiaires directs dont 35% de femmes. Les activités liées au projet se tiendront dans 12 départements et 19 communes des régions d'Agadez, de Dosso, de Tillabéry et de Tahoua, pour un total de 25 sites.

michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Ghana : nouvelles perspectives pour le secteur pétrolier suite aux découvertes d'Aker Energy**

Aker Energy, filiale ghanéenne du norvégien Aker dédiée à l'upstream, devrait prochainement dévoiler son plan pour le développement du bloc pétrolier de *Deeptwater Tano Cap Three Points*, où des réserves proches de 500 M de barils ont été récemment découvertes (champ de Pécan). En vue de cette mise en production, qui pourrait commencer en 2020-2021, Aker Energy a annoncé son intention d'entrer en bourse. L'entreprise détient 50% des parts du bloc, partagé avec le russe Lukoil (38%), le ghanéen Fuel Trade (2%) et la Ghana National Petroleum Corporation (10%). Le gouvernement ghanéen vise une production pétrolière de 400 000 bpj d'ici 2024, contre près de 200 000 bpj actuellement.

virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun: le franco-britannique Perenco s'engage à investir entre 12,5 et 36,5 M USD dans le bloc pétrolier Bomana**

La Société nationale des hydrocarbures (SNH) et la filiale camerounaise de Perenco ont signé le 21 février à Yaoundé, un contrat de partage de production pour la recherche pétrolière dans le bloc Bomana, d'une superficie de 222,75 km² situé dans le bassin du Rio del Rey, en zone maritime. Le géant pétrolier Perenco s'est engagé avec la partie camerounaise à mener des activités de recherche sur le bloc Bomana pour une première période ferme de trois ans, pour un investissement de 12,5 M USD (environ 7,2 Mds FCFA). Perenco pourra prétendre à deux renouvellements de son autorisation exclusive de recherche, portant l'investissement à un montant de 36,5 M USD (près de 21,1 Mds FCFA).

alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : le rapport ITIE 2016 relève des irrégularités dans les données collectées**

Le rapport 2016 de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) du Congo, publié le 20 février, déplore la faible participation des entreprises et le manque de fiabilité des données transmises. Dix sociétés sur les 70 ciblées ont répondu à l'enquête et peu d'entre elles ont fourni des déclarations certifiées. Le constat est le même à l'égard de certaines administrations qui ont présenté des déclarations peu conformes. En dépit de ces irrégularités qui risquent d'abaisser la note de conformité du pays, le rapport note des avancées avec l'inclusion des sociétés forestières dans le processus.

Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : Total a réalisé une découverte importante de gaz à condensats au large des côtes du Cap Occidental**

Total et ses partenaires vont mener une campagne d'acquisition sismique 3D cette année et prévoient de forer jusqu'à quatre puits d'exploration sur le même permis. Cette découverte pourrait changer la donne de l'Afrique du Sud en matière d'indépendance énergétique et de richesse du pays.

lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mozambique : Anadarko annonce des ventes de GNL fermes**

En une semaine, Anadarko annonce 3 ventes de GNL fermes à Shell, à CNOOC ainsi qu'à Tokyo Gas et Centrica (dans le cadre d'un accord commun). Ces annonces rapprochent l'entreprise de sa décision finale d'investissement, attendue prochainement, et marque l'accélération de la mise en place du programme gazier dans le pays.

lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : Attribution de deux contrats à une entreprise chinoise et allemande pour le développement du barrage de la Renaissance (GERD)**

L'Ethiopian Electric Power (EEP) a signé le 18 février 2019 deux contrats avec les entreprises China Gezhouba Group (CGGC) et Voith Hydro Shanghai (filiale chinoise de l'allemand Voith Hydro) pour accélérer la construction du GERD. Le contrat de 40 MUSD avec le chinois CGGC concerne la mise en service du GERD, tandis que le contrat de 113 MUSD avec Voith Hydro Shanghai porte sur la réalisation des travaux électromécaniques et des déversoirs. En janvier 2019, Voith Hydro Shanghai avait déjà signé un contrat de 78 MUSD avec l'EPP pour des compléments de services liés à l'installation et la mise en service de six turbines de 375 MW chacune, déjà livrées par le groupe. Le projet du GERD prend ainsi un second souffle depuis le remplacement de l'ancien développeur du projet (le MetEC, accusé de retards et surcoûts) par l'EPP en août 2018.

pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : Création d'un dépôt de carburant à Dukem

L'entreprise publique Ethiopian Petroleum Supply Entreprise (EPSE), unique importateur éthiopien de produits pétroliers, construit actuellement le plus important dépôt de carburant du pays à Dukem pour un coût total de 150 MUSD. Les travaux de conception, supervision et mise en service sont réalisés par la société australienne SMEC pour 7,7 MUSD. La construction de ce dépôt permettra d'augmenter la capacité totale de stockage en Éthiopie à 667 000 m³, ce qui correspond à la demande du pays pour 65 jours. Avec environ 3 Mds USD d'importations de carburant par an, le secteur pétrolier consomme à lui seul près de 80 % des devises étrangères du pays.

pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Attribution à KenGen du projet de géothermie éthiopien d'Aluto

Le producteur semi-public *KenGen* a remporté en consortium avec une entreprise chinoise un contrat d'un montant de 76 MUSD pour le forage et la maintenance de puits géothermiques en Ethiopie pour le compte du producteur national d'électricité EEP (*Ethiopian Electric Power*). Le projet d'Aluto, d'un coût total de 126,5 MUSD, est financé par un prêt de la Banque mondiale de 92,2 MUSD complété d'une subvention du *Scaling up Renewable Energy Program* (SREP) de la Banque de 24,5 MUSD ainsi que de contributions des gouvernements islandais et éthiopien. Une centrale de 70 MW est envisagée si les forages s'avèrent concluants. Ce contrat s'inscrit dans la stratégie de diversification des revenus de *KenGen*, premier producteur de géothermie du continent. Le Kenya hébergera prochainement le Centre d'excellence africain pour la géothermie, avec le soutien de l'UNEP.

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Indemnisation supplémentaire du développeur de la centrale éolienne de Turkana via une augmentation tarifaire temporaire

Le retard de la mise en service de la centrale éolienne de Turkana, le plus grand projet de ce type en Afrique Sub-saharienne dotée d'une capacité de 300 MW, avait entraîné en 2017 une indemnisation de 56 MUSD de la part du gouvernement au profit du développeur *Lake Turkana Wind Power*. Une indemnisation supplémentaire de 92 MUSD sera versée au développeur via une augmentation tarifaire de 0,96 cUSD/kWh durant les six premières années d'exploitation. Le tarif de rachat s'établira donc à 9,69 cUSD/kWh jusqu'à 2024, contre 8,73 cUSD/kWh pour les quatorze années suivantes. La centrale, opérationnelle début 2017, avait dû attendre octobre 2018 pour injecter de l'électricité sur le réseau national suite aux délais de construction de sa ligne de transport.

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : Projet d'une nouvelle raffinerie de pétrole à Port Soudan**

Le Soudan est doté de deux raffineries : une première à Khartoum d'une capacité journalière de 100 000 barils par jour et une seconde à Port Soudan d'une capacité de 20 000 barils par jour. Une délégation russe est annoncée pour étudier la construction d'une nouvelle raffinerie de pétrole à Port Soudan pour une capacité potentielle de 220 000 barils par jour. Pour rappel, le Soudan exporte du pétrole brut de Port Soudan et importe des produits pétroliers raffinés. L'intégralité du pétrole du Soudan du Sud équivalent à environ 130 000 barils par jour transite par le Soudan via un oléoduc reliant Khartoum à Port Soudan.

olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Comores : InnoVent finalise le lancement de la construction du premier parc solaire de Grande-Comore**

L'ETI française InnoVent a signé, le 25 février 2019, un contrat d'achat d'électricité (CAE) d'origine solaire avec la Sonelec (Société nationale de l'électricité des Comores), pour une durée de 26 ans. Ce CAE permet le lancement de la construction d'un parc solaire de 3 MW, localisé dans la localité de Foubouni, au Sud-Est de la Grande Comore. La centrale solaire (« *le Parc du Dahu* »), financée par la société française sur fonds propres, sera équipée d'un système de *tracking* (rotation continue des panneaux solaires en fonction de la position du soleil). Elle contribuera à une augmentation de 13,5 % de la production globale d'électricité de l'Union des Comores ainsi qu'à la création d'emplois locaux et générera de substantielles économies budgétaires. Les travaux seront lancés en mars et la centrale devrait être mise en production au cours du second semestre 2019.

fabienne.drout-lozinski@diplomatie.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Ethiopie : Inauguration d'une usine d'assemblage Hyundai en Éthiopie**

L'usine d'assemblage automobile, créée dans le cadre de la *joint-venture* entre Hyundai et *Marathon Motors Engineering* (appartenant à l'athlète éthiopien Haile Gebreselassie), a été inaugurée à Addis-Abeba le 21 février 2019. Première du constructeur coréen en Afrique de l'Est, cette usine sera en mesure d'assembler chaque année 10 000 véhicules destinés aux marchés local et régional. Le mois dernier, l'allemand Volkswagen a également fait part de sa volonté de construire une usine d'assemblage en Éthiopie – la première du groupe en Afrique subsaharienne – à travers la signature d'un mémorandum d'accord avec les autorités éthiopiennes.

pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Burkina Faso: International Business Bank inaugure son siège à Ouagadougou

L'International Business Bank (IB Bank) a officiellement inauguré son siège le 16 février 2019 à Ouagadougou et devient ainsi la 14^{ème} banque du pays. IB Bank pèse plus de 22 Mds FCFA (35 M EUR) et est une banque universelle qui intervient dans "la banque de détail, le corporate finance, la banque de marché et le financement de l'habitat", selon son Directeur général Raphael Kambou.

valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : signature d'un accord de concession entre le gouvernement cap-verdien et Transinsular pour le transport maritime inter-îles

Avec la signature de cet accord, la compagnie portugaise Transinsular détient 51% du capital du concessionnaire du transport maritime inter-îles : Cabo Verde Inter-ilhas. Les 49% restants seront détenus par des armateurs nationaux : chacun des neuf armateurs ayant exprimé leur intérêt pour l'entreprise prendra une participation de 5,44%, soit 2,7 M CVE (25 000 EUR). L'Agence de réglementation des marchés publics a validé la procédure, malgré les contestations des armateurs nationaux.

lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : le secteur bancaire demeure dynamique

Le total bilan a atteint 16,8 Mds EUR en 2017, soit un peu plus du double de son niveau en 2012. Au niveau des emplois, deux postes sont à l'origine de ce dynamisme : les crédits (+14,3% à fin 2017 en g.a.) et les titres de placement (+10,4%). Le secteur reste oligopolistique puisqu'un tiers des établissements détient près de 80% à la fois des actifs, des dépôts, du réseau et du marché des crédits. La rentabilité du secteur reste soutenue, malgré la forte augmentation du coût du risque en 2017. La situation prudentielle s'est globalement améliorée. La filiale ivoirienne de la Société générale, la SGBCI, demeure le leader du secteur.

saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : décollage annoncé pour Guinea Airlines en 2019

Cette compagnie va assurer les liaisons des capitales régionales de la Guinée et desservir les pays de la sous-région. Elle sera détenue à 49% par Ethiopian Airlines et le reste par des privés guinéens. En marge de cette conférence, le ministre a également informé que le gouvernement envisage d'engager un vaste programme d'extension de l'aéroport international de Conakry avec pour objectif d'atteindre un million de passagers par an. En 2018, environ 527 000 passagers et 4 600 T de fret ont transité par l'aéroport de Conakry.

lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : trafic du Port Autonome de Conakry**

Le trafic du port Autonome de Conakry a considérablement progressé entre 2010 et 2018. Selon le gouvernement, le transport maritime et fluvial a connu une progression de 71 % avec une fréquentation de 1 184 navires en 2018 contre 700 navires en 2010. Le trafic de marchandises est passé de plus de 6 000 000 de tonnes en 2010 à 10 700 000 de tonnes en 2018, soit une hausse de 56 %. Le trafic conteneurs est lui passé de 115 000 conteneurs en 2010 à 286 000 conteneurs en 2018.

lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tchad : le président du groupe Maroc Telecom reçu par le Président Idriss Déby Itno**

Le président du groupe a annoncé avoir fait part au Président Déby de sa volonté d'« accompagner le Tchad dans son développement numérique ». Une quatrième licence dans le secteur de la téléphonie a été ouverte par le Tchad en 2018 en complément de celles dont disposent Tigo, Airtel, et l'opérateur public Sotel Tchad, qui fait l'objet d'un plan de restructuration.

couleaudc@afd.fr

▼ **Afrique du Sud : CIPLA remporte une partie de l'appel d'offre national pour les traitements rétroviraux**

CIPLA, le 3ème plus grand fabricant pharmaceutique sud-africain, a annoncé qu'il avait remporté une part conséquente de l'appel d'offres national de l'ARV (« antiretroviral drugs ») du gouvernement sud-africain. Le contrat prendra effet le 1er juillet 2019 et est valable pour trois ans. Il intervient dans le cadre du programme de lutte contre le VIH en Afrique du sud, programme le plus important au monde. En 2018, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, souhaitait que 2 millions supplémentaires de sud-africains bénéficient de ces traitements rétroviraux. Aujourd'hui, 4 189 870 de sud-africains sont sous traitement.

maxime.housard@businessfrance.fr

▼ **Tanzanie : Nouvelles liaisons internationales pour Air Tanzania**

La compagnie aérienne nationale, *Air Tanzania* vient d'inaugurer deux nouvelles liaisons internationales faisant suite à l'acquisition de deux Airbus A220-300. Elles permettront de rejoindre la Zambie et le Zimbabwe trois fois par semaine au départ de Dar es Salam. Auparavant *Air Tanzania* faisait uniquement la liaison avec le Burundi, l'Ouganda et les Comores. La compagnie aérienne souhaite à terme relier Dar es Salam à la Chine et à l'Inde.

philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ **Afrique du Sud : Le président Cyril Ramaphosa a annoncé une réforme d'Eskom avec sa séparation en trois entités distinctes**

Dans son discours sur l'état de la nation, le président Cyril Ramaphosa a annoncé une réforme d'Eskom avec sa séparation en trois entités distinctes pour les activités de production, transport et distribution ainsi qu'un appui financier. Le président a également salué la découverte de Total et détaillé les objectifs économiques pour le pays. Suite aux levées de bouclier de l'opposition et des syndicats concernant Eskom, le président a reconnu devoir consulter les partenaires sociaux et nié toute volonté de privatisation

lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Burkina Faso : le Chef de l'Etat en visite de travail en Allemagne

Le président du Burkina Faso Roch Marc Christian Kaboré a effectué, les 20 et 21 février 2019, une visite d'amitié et de travail, en Allemagne. Il a été notamment question des défis communs de développement et de sécurité. Pour rappel, l'Allemagne joue un rôle central au sein de l'Alliance Sahel, qui a fait une annonce de 1,3 Mds EUR dans le cadre du financement du Programme d'investissement prioritaire (PIP) et le Président Kaboré vient de prendre la Présidence du G5 Sahel.

valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : nouvelles nominations à l'Office togolais des recettes (OTR)

Deux nouvelles nominations sont intervenues au sein de l'OTR, administration fiscale créée en 2014 qui a consacré la fusion des régies douanes et impôts. M. Philippe Kokou TCHODIE (ex commissaire des services généraux de l'OTR) prend la tête de l'institution, en étant nommé Commissaire général par intérim, en remplacement de M. Kodjo ADEDZE qui est récemment devenu Ministre du commerce, de l'industrie et du développement du secteur privé. La seconde nomination intervient au poste de commissaire des douanes et droits indirects, désormais occupé par M. Atta-Kakra Koawo ESSIEN (ex directeur des opérations douanières régionales de l'OTR).

quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Congo-Brazzaville devrait organiser en juin une table-ronde des bailleurs pour le financement de projets d'intégration sous régionale

Brazzaville devrait organiser en juin une table-ronde visant à mobiliser les financements des projets du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA). Lors de la première réunion du comité d'organisation, organisée le 19 février à Brazzaville, la secrétaire générale adjointe de la CEEAC a souhaité que la BAfD soit le chef de file des bailleurs de fonds en tant qu'organe d'exécution du PIDA. Parmi les projets nécessitant des financements figurent entre autres le Pont route-rail Brazzaville-Kinshasa dont le coût des travaux est estimé à 411,6 M EUR ainsi que la route Ouesso-Bangui-N'Djamena et la navigation sur le fleuve Congo et ses affluents Oubangui et Sangha.

Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : La vice-ministre de l'Economie et des Finances est écartée du gouvernement

Le 7 février, le président de la République, M. Filipe Nyusi a démit de ses fonctions la vice-ministre de l'Economie et des Finances, Mme Isaltina Lucas, probablement pour son rôle présumé dans le scandale des dettes cachées. Le bureau du procureur général suspecte Mme Lucas d'avoir autorisé les entreprises Proindicus, Ematum et MAM à être éligibles à des garanties souveraines pour prêts extérieurs. Aujourd'hui administratrice non exécutif de la société Tunamar (ex Ematum), Mme Lucas était à l'époque, à la tête du Trésor mozambicain.

mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zimbabwe : La ministre des Finances souhaite la mise en place d'un programme FMI**

Lors d'une interview au Cap le 5 février, la ministre des Finances, Mme Margaret Mwanakatwe a déclaré être en discussion avec le Fonds Monétaire International afin de relancer les négociations en vue de la conclusion d'un programme d'aide pluriannuel. Suite à l'expulsion du résident FMI en août 2018, des équipes se sont rendues sur place en novembre et devraient y être de nouveau en mars prochain pour évaluer les conditions macroéconomiques du pays, en particulier la soutenabilité de la dette publique. Pour rappel, le FMI avait souligné, lors de ses dernières visites, le besoin impératif du pays de retrouver une trajectoire budgétaire soutenable avant de pouvoir prétendre à un soutien financier de l'institution. Par ailleurs, le pays est considéré par le FMI « en risque élevé de surendettement ».

mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

